

# Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**VILLAGES DU CANTON DE  
CARCASSONNE 3**



**Le présent document est publié sous licence  
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude  
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au  
personnel des Archives Départementales de l'Aude,  
qui ont rendu ces travaux possibles.*

Dépôt légal 4ème trimestre 2024

## Une démarche volontariste et démocratique du CESE

---

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

## Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

---

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

## Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

### **Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances**

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

### **Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine**

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

### **L'économie est au cœur des cahiers de doléances**

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

### **La sensibilité aux questions environnementales est prégnante**

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

## Et maintenant ?

---

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

# CAHIERS DE DOLÉANCES

## CANTON DE CARCASSONNE 3 VILLAGES

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.

1.02.19

ALAIRAC  
11290 Mamie  
le 28.02.2019

transition  
énergétique

## MA CONTRIBUTION AU DEBAT

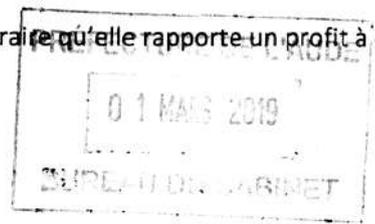
### UNE IDEE A EXPLORER

**Comment faire participer 100% des citoyens au paiement des taxes écologiques ?**

**Réponse :**

Faire qu'une taxe écologique ne soit pas punitif mais, au contraire, qu'elle rapporte un profit à celui qui paie la taxe.

En bref : **Taxe écologique = profit individuel ou collectif.**



**La solution :**

Imaginons une taxe écologique sur des biens et des services par exemple : les carburants, l'avion, le bateau, le camion, la publicité, la chimie polluante, La haute couture, le parfum etc....

Chaque personne, entreprise, association, et autre organisme aurait un compte « éco participation » qui offrirait la possibilité du cumul de cette taxe. Cette taxe serait comptabilisée avec un système de carte ou une application sur téléphone ou un autre système.

La cagnotte, ainsi obtenue, servirait à investir de façon individuelle ou collective (dans le cas d'entreprise, d'organismes...) dans des projets écologiques sous la forme de rémunération ou de don. Pour ce faire, ils auraient accès à une interface internet qui proposerait d'investir l'argent collecté en pourcentage dans des secteurs, sous-secteurs ECO pour basculer ensuite dans des projets concrets.

Ces projets seraient proposés par des organismes, des associations, des entreprises, des collectivités locales, des startups... ouverts à tous. Tout projet serait accompagné du rapport généré (combien ça rapporterait pour celui qui investirait dans le projet).

Exemple : société ECOTREE plante des arbres et rémunère le financeur de ces arbres sur la vente ou un parc photovoltaïque qui rémunère ses investisseurs par l'électricité vendu.

**exemples schématiques**

**1. 40% NATURE**

- a. 20% Forêt
  - i. ECOTREE  
<https://ecotree.fr/cad>  
eau-arbres
- b. 10% Animaux
- c. 10% Projet à l'étranger
- ...

**2. 20% AGRICULTURE**

- a. 10% Agriculture bio
- b. 5% Elevage bio
- c. 5% Innovation agricole
- ....

**3. 15% STARTUP**

- a. 10% Energie écologique
- B 5% Communication écologique
- ...

**4. 20% ENERGIE**

- a. 10% Solaire
  - i. Parc photovoltaïque citoyen, en SCOPE, privé ou autre...  
exemple :  
<https://www.youtube.com/watch?v=SfKRxogFll&feature=youtu.be>
- b. 5% Eolien
- c. 5% Hydraulique
- ...

**5. 5% DON GRATUIT**

On pourrait même imaginer des projets de préservation de la nature ou de production d'énergie « ECO ». Exemples : Des parcs naturels en France ou à l'étranger qui rémunèreraient les donateurs sur les recettes perçues lors des visites.

Ou des startups ayant besoin de fonds pour lancer un projet écologiques, les donateurs deviendraient prêteurs ou actionnaires...

Il peut exister beaucoup d'autres types de projets sur réalisation de production d'énergie dont les donateurs percevraient une partie des gains de la vente.

Il serait aussi possible de faire des dons gratuits pour des projets altruistes en rapport avec l'écologie ou la nature.

Pour équilibrer les investissements on pourrait mettre des minimums de 5% ou 10% par secteur et sous-secteurs pour les projets qui auraient besoin d'être accélérés dans leur réalisation.

On pourrait imaginer aussi que les gros donateurs, (par exemple plus de 300€/mois) pourraient, par solidarité, reverser automatiquement une partie en pourcentage de leur cagnotte à ceux qui donnent moins parce qu'ils n'utilisent pas ou peu les transports polluant par conviction ou parce qu'ils n'ont pas les moyens.

Pour les entreprises, organismes, associations... Ils pourraient, en fonction de leur nature, reverser une partie en pourcentage de leur cagnotte aux employés, au bien commun et ou en dons gratuits avec des pourcentages minimums obligatoires.

Pour les camions, personnes et autres transports étrangers... qui paient une taxe écologique et qui n'ont pas de compte « éco participation », les sommes collectées seraient reversées à chacun suivant le montant de sa cagnotte (plus la cagnotte est grosse, moins elle perçoit pour équilibrer)

On pourrait aussi envisager que ses investissements puissent être légués en tout ou partie à ses enfants, petits-enfants, associations... ou en héritage en cas de décès).

### **Conclusion :**

Avec cette solution, il est possible de faire d'une taxe **un fond d'investissement redistributif** au profit de projets écologiques et des citoyens. Chaque citoyen pourrait, s'il le désire sélectionner et gérer ses choix d'investissement ou laisser une sélection par défaut et aléatoire gérer pour lui.

PS : je reste à la disposition des personnes intéressées pour faire avancer l'idée et donner des éclaircissements.

# **Cahier citoyen**

« LAVALETTE » - « 11199 »

« 11290 »

11290 Lavalette  
Cadre retraité

## **FEUILLE DE DOLEANCES**

### **DIRIGEANTS**

- Diminuer le train de vie des ministères (salaires, avantages, frais de fonctionnement....)
- Trop de Députés, Sénateurs
- Suppression de tous les avantages des deux assemblées
- Trop de postes entre un Maire et le Président de la République (aggllo, conseil régional, départemental, la région....)
- La modification des régions devait apporter des économies, cela a été un gouffre financier (revoir le coût)
- Les Salaires et avantages des agents de l'Assemblée Nationale sont exorbitants

### **RETRAITES**

- Suivre indexation du cout de la vie
- Un seul régime de retraite pour tout le monde

### **DEPENSES INUTILES**

- Revoir le financement des anciens élus (Présidents, ministres, députés...)
- Suppression **définitive** de tous les conseils qui ne servent à rien, rapports effectués, personne les lit !!!! (sur internet il y en a 16)
- Les allocations ou aides diverses doivent être réservées aux Français

### **IMMIGRATION**

- Supprimer le droit du sol
- Obligation d'appliquer les lois de la République (exp : prière dans la rue )
- Pas d'immigration ni de réfugié tant qu'il y aura un Français SDF ou dans le besoin (les hôtels sont pleins avec les réfugiés et des gens dorment dehors)
- Pas d'allocation pour un réfugié ou pour un immigré
- Suppression des retraites à des personnes fantômes supposés vivant à l'étranger (justificatif)
- Suppression de la CMU
- Condamnation égale expulsion systématique
- Pas de travail égale expulsion

### **POLICE/POMPIERS**

- Toutes atteintes à l'intégrité d'un agent égale une condamnation de prison ferme avec amende **systématique**
- Pas de zone de non droit

### **JUSTICE**

- Revoir l'application de la justice, trop de laxisme pour les juges
- Tout emprisonné doit payer son séjour en prison . A l'heure actuelle les prisonniers sont favorisés ( exemple: à l'hôpital tu paies la télévision pas en prison) cout annuel d'un détenu=36000€
- Délinquant mineur les parents doivent payer systématiquement (salaire ou alloc)

### **MEDECINE**

- Aucun désert médical. A la sortie des études, comme pour les concours administratifs, obligation de mutation suivant les besoins pour une durée de 3 ans. (comme dans la police par exemple).

### **IMPOTS/TAXES**

- Tous les revenus mêmes minimales doivent être assujettis à l'impôt. Tout le monde doit participer.
- Toutes les aides doivent rentrer dans le calcul des revenus (équité)
- Suppression des taxes sur les besoins vitaux (eau/gaz/électricité)

### **ELECTIONS**

- Mise en place de la proportionnelle
- Comptabiliser les votes blancs
- Obligation de vote pour tous les électeurs
- Limite d'âge pour un élu (style Gaudin, Juppé...) place aux jeunes

mairie de

**ROULLENS**



**REGISTRE**

**CONSULTATION**

**CITOYENNE**

1. Retour de ISF
2. Taxe carbone sur les produits manufacturés ayant empruntés une voie maritime ou aérienne et des poids lourd en transit sur le territoire
3. Imposition sur les revenus des GAFAs et lutte contre l'évasion fiscale
4. Taxe sur les mouvements et transactions boursière
5. Taxe carbone sur les achats internet livrés à domicile
6. Taxe carbone sur les croisières et vol commerciaux
7. Obligation pour les bâtiments commerciaux ou industriels de plus de 1000M<sup>2</sup> de pose de panneaux photovoltaïques sur leurs toitures
8. Promouvoir l'apprentissage de manière incitative pour les employeurs (exonération de charges et simplification des formalités )
9. RIC au niveau national et local
10. Arrêt des projets d'aménagements non cohérents et onéreux pour les contribuables
11. Réduction du nombre des sénateurs et députés et du train de vie de l'état
12. Augmentation du budget : santé, éducation, sécurité
13. Limitation de l'immigration de masse
14. Augmentation minimum vieillesse
15. Durcissement des règles du travail détaché
16. Favoriser les circuits courts et locaux pour l'approvisionnement des collectivités
17. Développement des biocarburants
18. Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité

*A l'usage de...*

25/01/2019

## de "tout autoroute"

Depuis une quinzaine d'années, les entreprises ont tendance à s'installer près de camions autoroutiers, dans autour de Nant et autour de Toulouse. Nos jeunes actifs s'orientent donc contraints à de longs trajets pour aller travailler. Il en passe ainsi de 7 heures de travail en temps qu'employé, à 3 heures au vu en temps que client-client des sociétés d'auto des constructeurs de voitures, des organismes de crédit, et des grands surfaces si on ajoute le rep de midi dans une cafétéria et les courses du avant de rentrer. On rentre ainsi chez soi avec quoi payer son loyer et ses factures. Cela rappelle le 19<sup>e</sup> siècle, où l'on travaillait et de dire heures pour juste survivre.

## Février de salive, et lois retardants

### 1) Immigration

Ces derniers années, la disparition de la valeur travail et le déclin du socialisme ne laissent dans une alternative politique entre le libéralisme patronal et l'extrême droite. Les libéraux ont un appétit pour une main d'œuvre docile et disponible, qui accepte

des lieux supplémentaires non déclarés, des lieux payés en liquide ou avec des chèques clients, entre autres douzeurs. Nous citons les branches caennaise d'hôtelerie et le Bâtiment qui disent "marchés de main d'œuvre". Une bonne application du code des Procédures existant devrait mettre tout le monde d'accord. La sélection devrait se faire seulement sous l'angle de la compétence, et non sous des critères hypocritement patriotes.

## 2) I. S. F.

Nous sommes d'accord, l'équité veut que les riches paient davantage d'impôts. Mais nous avons déjà un impôt sur le revenu qui est équitable. Encore faudrait-il qu'il soit appliqué: l'évasion fiscale reste à combattre, elle a gagné sur son en toute légalité, à travers la pratique de fortune et l'optimisation fiscale des adresses personnelles de complaisance, les entreprises boîte aux lettres et j'en passe.

Merci aux patient lecteurs

Monsieur Le Président,

M 290 Roullens -

Taxer le peuple en permanence , pas besoin de sortir de l' Ena, ou autres grandes écoles

Mais réfléchir pour faire des économies sur le train de vie de l'état , c'est une autre démarche , vous auriez du commencer par là .

Mais enlever tous les privilèges qui touchent l'ensemble du gouvernement , là on marche sur vos pieds et ca fait mal , mais nous aurions compris votre intérêt pour nous.

1) Les sénateurs :

Réduire le nombre ,

Pourquoi, les veuves touchent la retraite de réversion totale , les obsèques, et tous les autres avantages liés à sa famille , sa veuve à eu droit à tous les privilèges pendant le mandat de son mari , n'est ce pas suffisant ??

2) Les députés

Souvent absents dans l'hémicycle

Pourquoi leur verser un salaire complet , diminuer le salaire en fonction des absences .

Donner un forfait pour les frais sur justificatifs, ils géreront leur budget...comme nous !!

3) Les anciens Présidents

Pourquoi entretenir les anciens présidents , avec voitures, chauffeurs, gardes du corps ,bureau, et j'en passe parce que je ne sais pas tout...mission terminée les avantages aussi.

Que font ils pour la France ces anciens Présidents ??

De plus avec vous si jeune, pendant combien de temps devons nous payer pour vous... !! parce que j'espère bien que vous ne repasserez pas, et pourtant j'ai voté pour vous, je le regrette amèrement

4) Les terroristes

Pourquoi continuer à verser des aides à leur famille ?

Pourquoi accueillir , femmes et enfants de djihadistes , partis là bas, c'est faire rentrer de futurs terroristes

5) Les émigrés

Pourquoi verser des aides aussi importantes , alors que certains de nos citoyens sont dans la rue

6) Les cerises sur le gâteau

La vaisselles de l' Elysée , la piscine pour vos vacances , la plage privée n'était pas suffisante pour vous et Madame, tout ça avec notre argent .

Vous aviez l'intention d'augmenter les salaires des ministres et le votre , quelle honte !!

En voila déjà quelques économies, tout ca c'est des privilèges , nous avons assez des PRIVILEGES trop c'est trop !!!

Pour conclure , J'avais repris un peu confiance dans les hommes politiques avec votre arrivé, mais c'est fini pour moi .

Quand nos dirigeants seront comme ceux des pays nordiques , il n'y aura pas de bousculades pour rentrer au gouvernement, et ils ne fanfaronneront pas autant ,le peuple comprendra que c'est par vocation ,motivation , ~~pour~~ pour le pays , et non pour eux .

## MES REVENDICATIONS

### **POUVOIR D'ACHAT :**

1°) donner plus de pouvoir d'achat aux petits salaires en cessant de les taxer à un niveau humainement impossible à supporter.

2°) Cesser de surtaxer les petites entreprises. Il serait plus judicieux de taxer les actionnaires des grandes entreprises et de redistribuer une partie des bénéfices aux ouvriers qui sont les principaux acteurs de la réussite de leur employeur.

3°) Stopper « l'ubérisation » de plusieurs métiers qui ne sont pas assujettis aux mêmes taxes que les artisans.

4°) Arrêter de vendre nos entreprises à des entrepreneurs étrangers qui ne cherchent qu'à démolir notre industrie.

5°) Permettre à nos entreprises de privilégier la fabrication d'objets de « marque française » mais pas seulement pour le plaisir des grosses fortunes étrangères ; veiller à ce que les prix restent corrects pour que nos entreprises puissent vivre et que nous puissions acheter français, sinon je ne vois aucun intérêt de prôner la fabrication française.

6°) Taxer les produits d'origine asiatique qui font travailler des enfants ou exploitent leurs ressortissants et qui inondent notre pays de produits de mauvaise qualité.

7°) Augmenter le SMIC plutôt que de verser des primes

8°) Redonner du pouvoir d'achat aux retraités dont le montant est resté gelé depuis de nombreuses années : ce sont des anciens travailleurs qui ont cotisé toute leur vie et qui sont aujourd'hui les oubliés de la République Française.

9°) Prendre en compte les « richesses » des agriculteurs : bien souvent ils ne payent pas d'impôts et pourtant certains possèdent des terres qu'ils ont pu acheter pour échapper à l'impôt ; et pourtant ils ont des comptes en banque bien fournis. Lorsqu'ils partent à la retraite, ils ont des possibilités de revendre leurs biens car ces terres sont de l'argent placé que ne possèdent ni les fonctionnaires ni les ouvriers qui avec un salaire moindre ont pourtant été imposés toute leur vie. Par contre aider les petits agriculteurs qui peinent à vivre décemment.

10°) Cesser de prendre les petits fonctionnaires pour de gros riches (enseignants par exemple) qui n'ont jamais touché de 13<sup>ème</sup> mois (dans certaines entreprises privées le 14<sup>ème</sup> mois existe et compte pour les points de retraite). Je tiens à signaler que les enseignants sont sous-payés par rapport à leur niveau d'études. J'ai aussi constaté que les enseignants doivent acheter leurs fournitures dont leurs stylos (par exemple) alors que les entreprises fournissent ce petit matériel à leurs employés de bureau. Les enseignants, ni les autres fonctionnaires, ne sont pas des nantis qui travaillent peu comme certains veulent le laisser croire.

11°) Cesser de donner la CMU à n'importe qui : il est parfois plus bénéfique d'être un étranger plutôt qu'un français qui a cotisé et payé ses impôts durant toute sa vie : il serait opportun de vérifier les ressources de ceux qui bénéficient de soins en France avant de leur faire cadeau du coût que subissent les services hospitaliers. Cela permettrait peut-être de mieux rembourser les soins des personnes qui continuent à payer la sécurité sociale en étant de moins en moins pris en charge par cet organisme.

12°) Ne plus laisser nos vignobles (bordelais par exemple) aux mains des chinois ou autres acheteurs étrangers. Il serait temps de soutenir toutes les entreprises françaises qui bien souvent ont du potentiel.

13°) Développer le matériel électronique français : lorsque j'ai voulu acheter un smartphone par exemple j'ai constaté qu'aucun fournisseur de téléphonie ne proposait une marque comme Alcatel par exemple. Pourquoi obéir aux lobbies mondialistes qui ne font que la promotion de Apple, Samsung etc.....

### **CHANGEMENTS DE POLITIQUE**

- 1°) Reprise des autoroutes par l'Etat au même tarif que lors de leur vente : 1€ et baisse des tarifs autoroutiers
- 2°) Cesser de fermer des écoles, des hôpitaux ou autres services de proximité : vivre à la campagne n'est pas toujours un choix car vivre dans les villes est souvent impossible financièrement du fait des impôts trop élevés ou des terrains de construction trop chers. Les petites communes sont diabolisées par nos gouvernants, il faudrait donner la parole à nos maires qui sont très proches de leur population et qui souffrent du manque d'attention et de respect de la part de l'Etat.
- 3°) Etablir un impôt à la source sur les sommes gagnées en France pour tous les chanteurs, acteurs et sportifs qui mettent leurs richesses à l'étranger pour éviter d'apporter leur contribution financière en France.
- 4°) Faire rembourser, aux entreprises qui délocalisent, les subventions accordées par la France en ajoutant une taxe supplémentaire pour avoir trompé leurs salariés sur leurs motifs d'installation sur notre territoire. Cela fera réfléchir les prochains patrons étrangers
- 5°) Cesser de donner des sommes mirobolantes à des dirigeants d'entreprises, surtout en cas d'échec, et redistribuer un peu de cette économie à des entreprises publiques.
- 6°) Donner plus d'aides aux établissements scolaires publics et moins aux établissements privés payés par les familles : grâce à cette double rentrée d'argent ils ont plus de moyens pour acheter du matériel scolaire, matériel qui manque aux établissements publics.
- 7°) Simplifier les démarches administratives lorsqu'une personne perd son conjoint car, outre la douleur occasionnée par le deuil, elle se trouve confrontée à de grosses difficultés pour demander de nouveaux papiers.
- 8°) Accueillir moins de migrants tout en privilégiant les personnes en danger de mort ; il serait préférable d'aider en priorité nos SDF, surtout ceux qui travaillent et vivent dans la rue à cause de logements trop chers.
- 9°) Obliger les étrangers qui viennent s'établir en France, même ceux d'origine européenne, à apprendre notre langue et notre hymne national et à accepter nos conditions de vie (pas d'interdiction de servir du porc dans les cantines, plus de voiles dans les rues, plus de Kippas non plus pour qu'il y ait moins de violence contre les Juifs, du moins je l'espère). Ne leur donner la nationalité française qu'à ces conditions. Comment se fait-il que l'on ait interdit aux catholiques de porter un signe distinctif de leur religion alors que des femmes voilées continuent à arpenter les rues de nos villes et villages ? Je connais des musulmanes qui n'ont pas besoin de cet artifice pour respecter leur religion et je les apprécie car elles font le maximum pour s'intégrer. Accepter le voile en France c'est aussi un manque total de respect pour toutes ces femmes qui se battent dans leur pays, et même qui meurent, pour retirer ce voile qui leur est imposé par des religieux et des hommes qui les tiennent à leur merci.
- 10°) Les règles qui concernent les abattoirs doivent être sans concession : interdiction de faire souffrir un animal même pour des raisons religieuses. Nous n'avons pas à accepter des règles qui ne nous correspondent pas, la cause animale est un atout de notre société
- 11°) Expulser tous les imams qui revendiquent une extrême violence

**LES OUBLIES DE L'HISTOIRE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE (aucune dépense supplémentaires pour les propositions qui vont suivre)**

1°) Rendre hommage aux soldats américains c'est une très bonne chose mais il ne faut pas oublier de citer les canadiens et les anglais ni les nationalités qui ont été intégrées dans ce débarquement : il y avait des contingents australiens, belges, danois, français, grecs, luxembourgeois, néerlandais, néozélandais, norvégiens, polonais, sud-africains et tchécoslovaques. Nous devrions les remercier un peu plus souvent car eux aussi ont œuvré et souffert pour notre liberté.

2°) Je comprends très bien qu'il faut anéantir l'antisémitisme car cette communauté a payé le prix fort durant la guerre mais comme d'habitude l'Etat Français oublie trop souvent de rendre hommage à certaines minorités dont les **DEPORTES POLITIQUES**, ces français qui ont été trahis par d'autres français car ils étaient des communistes : je parle de l'exemple de mon père qui a été embarqué dans un wagon à bestiaux avec des juifs pour compagnons et qui a subi des atrocités dans le camp bien trop connu d'Auschwitz. Etant communiste il a subi la double peine puisque les soviétiques ne l'ont pas libéré en même temps que les juifs le 27 janvier 1945 : les déportés ont continué à souffrir jusqu'au 23 mai 1945, date de leur retour en France, voyage comme à l'aller dans un wagon à bestiaux. Les communistes étaient eux aussi des patriotes français et je constate qu'il y a un racisme de l'Etat face aux déportés politiques. Je n'ai pas eu la chance de connaître mon père car lorsque je suis née il était tellement dévasté que notre famille a été détruite sans aucune aide de l'Etat pour ces souffrances. Je ne réclame rien pour moi mais je voudrais que les déportés politiques aient droit eux aussi aux hommages nationaux.

Pour information voici le N° du matricule de mon père : 45860

**ELECTIONS (cela ne coûtera rien)**

1°) Comptabiliser les bulletins blancs et changer les candidats qui ont été récusés par ces bulletins blancs. Refaire des élections si nécessaire

2°) Instaurer une semi-proportionnelle qui serait plus équitable pour tous les partis politiques représentatifs de la population française.

**DIMINUTION DES DEPENSES PUBLIQUES (les représentants de l'Etat doivent montrer l'exemple)**

1°) Diminuer le salaire du Président de la République qui doit, en outre, cesser de voyager systématiquement en avion lorsqu'il reste en France (économies + écologie)

2°) Moins de Ministres et diminuer leur salaire

3°) Cesser de verser de retraite aux anciens présidents au moins un an après leur départ et leur retirer leur véhicule de fonction

Je trouve aberrant que notre gouvernement nous fasse constamment l'éloge de l'Allemagne alors que pour ces dépenses exorbitantes ils n'en font plus référence

## **Pouvoir d'achat :**

**Augmentation du smic et des salaires inférieurs à 2500 €**

**Indexation des retraites sur les salaires**

**Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité**

### **Financement :**

**Augmenter la TVA sur les produits de luxe**

**Encadrer les salaires des hauts dirigeants d'entreprises (entre 1 à 20)**

**Taxer les produits rentrants venant des pays hors Europe**

## **Santé :**

**Revaloriser les salaires et améliorer les conditions de travail des personnels hospitaliers**

**Diminuer le coût des maisons de retraites**

**( 2000 € par mois quand les retraites sont inférieures à 1000 € )**

**Régler le problème de la fin de vie (commission de médecins et la famille)**

**Arrêter l'acharnement thérapeutique.**

**Répondre aux problèmes des déserts médicaux , en créant des cabinets médicaux avec des médecins salariés.**

### **Financement :**

**Taxer les gros laboratoires ( Sanofi Teva etc)**

**Modifier les emballages des médicaments**

**Contrôler les répétitions des examens de santé**

**Diminuer les accidents de la route (voire paragraphe suivant)**

## **Sécurité routière :**

**Les sources d'accidents sur la route sont essentiellement dus aux excès de vitesse et à l'alcoolémie au volant**

### **Solutions :**

**Les excès de vitesse peuvent être supprimés instantanément, il suffit de rendre obligatoire l'installation d'un GPS couplé avec le limiteur de vitesse et plus aucune infraction ne sera commise, le conducteur pourra davantage porter sa concentration sur la circulation, ainsi on économisera la pose et l'entretien des radars, on libèrera les forces de l'ordre cachées sur le bords de la route, mais malheureusement l'état ne voudra se priver de cette recette bien juteuse mais très immorale.**

**Installer un alcootest anti démarrage sur toutes les voitures.**

## **Réduire les dépenses de l'état :**

**Fin des indemnités présidentielles à vie.**

**Diminuer les salaires exorbitants des hauts fonctionnaires de l'état.**

**Diminuer le nombre de ministres pour s'aligner sur l'Allemagne.**

**Diminuer le nombre de Députés et Sénateurs pour s'aligner sur l'Allemagne.**

**Diminuer le train de vie du Président de la République (déplacements en avion, nombre de chauffeurs et voitures, réduire les dépenses de l'Élysée**

## **Trouver des recettes :**

**Lutter contre l'évasion fiscale (sportifs de haut niveau, artistes, gros patrons ....)**

**Taxer les multinationales qui sont en France et dont le siège social est à l'étranger.**

**Rétablir l'ISF**

**Taxer les revenus financiers au même titre que le travail**

**Impôt sur le revenu plus progressif (diminuer pour les petits salaires et augmenter pour les plus hauts)**

**Renationaliser les Autoroutes**

## **Modifier la constitution**

**Création du RIC**

**Prise en compte du vote blanc en invalidant les élections si le pourcentage des suffrages exprimés est trop faible.**

**Introduire une dose de proportionnelle.**

**Mandat de 7 ans pour le président de la République et décaler les élections législatives**

## **Résoudre le chômage :**

**Mettre fin au travail détaché.**

**Redévelopper la production Française en taxant les produits arrivants de l'extérieur de l'Europe.**

**Taxer les robots.**

**Relancer des grands travaux**

**Revaloriser le travail manuel.**

## **Problèmes de société :**

**Désengorger la justice qui croule sous des affaires qui pourraient être réglées par un système de médiation.**

**Remettre une police de quartier**

**Régler le problème de la drogue dans les quartiers en déployant les CRS massivement comme cela a été fait contre les gilets jaunes.**

**Aider les peuples en difficultés chez eux plutôt que d'aider les immigrants qui n'ont sûrement pas quitté leur pays de gaieté de cœur.**





## **Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?**

---

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

### **a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions**

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
  - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
  - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
  - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
  - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
  - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
  - Introduire le scrutin proportionnel,
  - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
  - Prendre en compte le vote blanc.

### **b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat**

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
  - Par l'augmentation des petites retraites,
  - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
  - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
  - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
  - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
  - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
  - Le rétablissement de l'ISF,
  - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
  - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
  - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
  - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
  - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
  - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

### **c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine**

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
  - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
  - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
  - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
  - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
  - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
  - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
  - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
  - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
  - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.
  
- Dans le domaine de la formation :
  - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
  - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

#### **d. Une forte sensibilité aux questions environnementales**

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
  - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
  - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.
  
- Puis la préservation du vivant :
  - Par davantage de lois,
  - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
  - Réduire les déchets,
  - Reboiser.
  
- Sur l'énergie :
  - Taxer les pollueurs,
  - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
  - Réfléchir à l'impact des éoliennes.